

Unité départementale de la Marne

Reims, le 20/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



MACHAON

AVENUE DU 106 ème REGIMENT D INFANTERIE
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Références : SM3 D3i n° 2022-326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2022 dans l'établissement MACHAON implanté AVENUE DU 106 ème REGIMENT D'INFANTERIE 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE. L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis sa mise en service en 2017, l'exploitation fait l'objet régulièrement de plaintes des riverains habitant l'avenue du 106ème Régiment d'Infanterie. Ces plaintes concernent les odeurs et l'envol de morceaux de plastiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- AVENUE DU 106 ème REGIMENT D'INFANTERIE 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005704963
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

Suite aux départs du Chef de l'unité départementale de la Marne et de la Cheffe de la 3^e subdivision en charge du suivi de cet établissement, une nouvelle équipe d'inspecteurs de l'environnement est mobilisée autour de ce site. La visite de l'inspection des installations du 01/04/2022 a pour objectif de prendre connaissance du fonctionnement du site, de l'organisation interne et d'évaluer les nuisances faisant l'objet des plaintes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- présentation du site
- plaintes de riverains
- défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection, il a été abordé le compte-rendu des services du SDIS de la Marne transmis à l'Inspection des installations classées, suite au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) du 24 février 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Propreté du site et de ses alentours	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.3.1 et 3.1.5	/	Lettre de suite préfectorale
Odeurs	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.1.3	/	Lettre de suite préfectorale
Conditions de rejet à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Gaz issus de l'extrusion	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3	/	Lettre de suite préfectorale
Formation incendie du personnel	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection, de nombreuses non-conformités ont été relevées par l'Inspection des installations classées.

Ainsi, il a été constaté une problématique de rejet des gaz à l'atmosphère au niveau de la cheminée, ainsi que la présence d'odeurs provenant du site sur la voie publique. Il est proposé que l'exploitant réalise une évaluation des risques sanitaires (ERS) sur les rejets atmosphériques d'ici le 30/06/2022. De plus, l'exploitant a engagé des démarches pour réaliser une étude aéraulique. Les résultats de celles-ci devront faire l'objet d'une restitution auprès de l'inspection avant le 30/06/2022.

Il est apparu des défaillances sur la thématique de la défense incendie. Il est convenu d'une visite conjointe avec les services du SDIS de la Marne au cours du mois de mai 2022.

Dans l'attente de cette visite, il est demandé à l'exploitant, sous des délais contrôlés, de prendre connaissance du rapport de la dernière visite du SDIS, de réévaluer ses besoins en eau d'extinction incendie à partir de la méthodologie de la D9 et ses capacités en eau d'extinction actuelle, de dégager l'ensemble de robinets d'incendie armés (RIA), de rendre accessible la réserve souple de 120m³ et de travailler à la formation d'équipiers de première intervention ainsi qu'à la formation du personnel à la manipulation des dispositifs de lutte contre l'incendie.

Enfin, un travail doit être mené afin de pouvoir nettoyer les extérieurs du site durablement.

Un projet de lettre préfectoral en ce sens est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Propreté du site et de ses alentours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.3.1 et 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, films plastiques, boues, déchets...
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence de morceaux de plastiques imputables à l'entreprise MACHAON sur l'espace public. Au sein du site, il est constaté la présence de morceaux de plastiques mélangés et ancrés dans le sol en terre. L'exploitant déclare que les extérieurs du site sont difficiles d'entretien. <u>Propositions de l'inspection:</u> L'exploitant devra prendre toutes dispositions afin de nettoyer les surfaces extérieures du site et de garantir ce nettoyage dans le temps. Un délai de trois mois est proposé pour réaliser les travaux nécessaires à la remise en état des sols impactés par la présence de plastiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Le jour de la visite, il est ressenti 4 types d'odeurs au sein du site: - odeur de fermentation de déchets ménagers dans les stockages de balles de déchets entrants et au niveau de l'étape d'ouverture de celles-ci dans le bâtiment de production; - odeur acide au niveau du local CSR; - odeur caractéristique au niveau de la station d'épuration du site; - odeur chimique de plastique fondu au niveau de l'extrudeuse. Deux odeurs sont ressenties sur l'espace public, dans l'avenue du 106ème R.I., à deux endroits distincts: - odeur de fermentation de déchets ménagers au niveau des immeubles d'habitation collectifs situés aux n° 16 à 22; - odeur chimique de plastique fondu au niveau des maisons situées aux n° 46 à 54. <u>Propositions de l'inspection:</u> L'exploitant a déclaré que suite aux études réalisées par l'entreprise ODOMETRIC, un rendez-vous avec la société PROJ'AIR était prévu le 03/05/2022 afin de réaliser une étude aéraulique. L'inspection propose que cette étude lui soit présentée avant le 30/06/2022, ainsi qu'un plan d'action de mise en conformité du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet à l'atmosphère doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser un maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que le vent change souvent de direction et que le panache de fumée issue de la cheminée se rabat sur le bâtiment d'exploitation en direction des habitations au lieu de monter à l'atmosphère. <u>Propositions de l'inspection:</u> Après des échanges téléphoniques avec l'exploitant, il est proposé de réaliser une évaluation des risques sanitaires (ERS) avec modélisation du rejet à l'atmosphère. Les molécules recherchées seront en lien avec les demandes de recherche de molécules spécifiques attendues par la Caisse d'assurance retraite et de santé au travail (CARSAT). Délai de remise de l'étude : 30 juin 2022
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gaz issus de l'extrusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Captation des gaz
Prescription contrôlée : Le rejet direct de gaz issus de l'extrusion est interdit. Les installations sont équipées de mesures techniques permettant de capter à la source les gaz émis.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, la hotte d'aspiration de l'extrudeuse est en panne. <u>Propositions de l'inspection:</u> Les gaz issus de l'aspiration par la hotte de l'extrudeuse ne semble pas être rejetés via une cheminée. L'exploitant devra intégrer la gestion de ces gaz dans son étude aéraulique dont les résultats devront être présentés à la DREAL avant le 30/06/2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: <ul style="list-style-type: none">- extincteurs à l'intérieur et à l'extérieur;- RIA dans le bâtiment d'exploitation et dans le bâtiment de stockage;- dispositif de sprinklage dans les zones de stockage attenantes à l'installation de production;- une bouche incendie privée (débit minimal de 60 m3/h pendant 2 h);- 5 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 m au plus du risque (débit pour 2 poteaux: 120 m3/h et pour les 2 autres: 60 m3/h). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m3 est mise en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que certains robinets d'incendie armés (RIA) ne sont pas accessibles dans le bâtiment d'exploitation. Les 2 poteaux incendie situés dans l'avenue Ampère et indiqués comme ressource d'eau incendie dans les dossiers de demande de 2015 et 2019 ne sont pas accessibles depuis le site, et donc inutilisables en cas d'incendie. La réserve souple de 120 m3 présente sur le site présente un problème d'accès pour les services de secours, les caillebotis en plastique se situant devant celle-ci sont cassés. <u>Propositions de l'inspection:</u> Il est proposé de réaliser une visite conjointe avec les services du SDIS sur la gestion du risque incendie. Les RIA doivent être rendus accessibles sans délai. Dans l'attente de cette visite, l'exploitant devra réévaluer ses besoins en eau d'extinction via la D9, sa capacité de rétention en eau d'extinction, et évaluer les disponibilités réelles en eau d'extinction pour son site. L'accès à la réserve souple de 120 m3 doit être remis en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Formation incendie du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation du matériel d'extinction
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les consignes nécessaires à la mise en œuvre des moyens de secours. Le personnel est formé à la manipulation du matériel d'extinction.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, le personnel n'est pas formé à l'utilisation des RIA. Il n'existe pas d'équipe de première intervention en cas d'accident. <u>Propositions de l'inspection:</u> Les RIA doivent être rendus accessibles et un plan d'action doit être mis en place afin de former le personnel à leur utilisation et transmis à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. De plus, selon les dossiers de demande de 2015 et 2019, l'exploitant s'était engagé à mettre en place des équipiers de première intervention en nombre suffisant et en prenant en compte les différentes rotations des équipes de production. L'exploitant devra former ces équipiers de première intervention et veiller au maintien des compétences dans le temps. L'exploitant devra présenter son plan d'action pour la mise en place des équipiers de première intervention sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale